



Maurice Kamto, leader du MRC, dans un communiqué publié ce 28 février 2021, s'offusque comme les 61 députés camerounais, dont ceux de l'opposition, qui viennent d'adresser une correspondance aux membres du congrès américain pour dénoncer l'ingérence étrangère dans les affaires internes du Cameroun, notamment la crise anglophone.

En clair, ces députés camerounais s'opposent au congrès américain, qui ont récemment demandé à Joe Biden, Président des Etats Unis, de suspendre le rapatriement vers le Cameroun des ressortissants camerounais en situation irrégulière dont certains sont soupçonnés de soutenir et de financer le terrorisme dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Maurice Kamto trouve alors saugrenu cette position des élus camerounais. Dans un communiqué, l'avocat-politicien écrit « *Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) trouve regrettables et irresponsables les positions exprimées par le groupe de parlementaires camerounais concernés, dont la démarche donne la mesure de l'état d'effondrement du socle des valeurs sur lequel notre jeune nation a voulu se bâtir* »

237actu.com propose à ses lecteurs la lecture intégrale de la sortie de Maurice Kamto.

Le 17 février 2021, quarante membres du congrès américain ont écrit au Président des Etats-Unis d'Amérique et à son Secrétaire à la Sécurité intérieure, pour solliciter la mise en œuvre de mesures destinées à empêcher le rapatriement vers le Cameroun de certains de nos compatriotes qui se trouvent actuellement en situation irrégulière sur le sol américain. Les mesures sollicitées de la part de l'exécutif américain seraient activées dans le cadre du Temporary Protected Status ou du Deferred Enforced Departure, deux instruments mis au point en vue d'assurer la protection de ressortissants étrangers vivant aux Etats-Unis « contre les crises civiles, politiques et humanitaires dans leur pays d'origine qui rendent leur retour dangereux » ou « si les conditions dans le[ur] pays rendent le[ur] retour dangereux ». Au soutien de leur démarche, les parlementaires américains illustrent la situation du Cameroun de la manière suivante : une crise humanitaire et une guerre civile caractérisées par des déplacements internes massifs, des crimes de guerre et des pénuries d'articles essentiels comme l'eau, la nourriture, les soins de santé et le logement ; des civils pris en tenaille entre des conflits armés multiples et complexes entre les séparatistes anglophones, le gouvernement et Boko Haram ; un catalogue étendu et troublant de violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, de détention arbitraire, de violences contre les populations vulnérables telles que les enfants et les membres de la communauté LGBTQ +.

Par une correspondance en date du 22 février 2021, quelques députés à l'Assemblée nationale du Cameroun ont cru devoir s'exprimer contre l'octroi à nos compatriotes par le gouvernement des Etats-Unis des mesures de protection envisagées, motif pris de ce que la description « extrêmement négative du Cameroun » faite par quelques parlementaires américains « égarés », serait mensongère et déformée. De l'avis des députés en question, le Cameroun auquel font allusion les membres du Congrès américain « n'existe pas ... [mais] est le fruit des vues mal informées de certains individus qui sont déterminés à provoquer une nouvelle déstabilisation dans toute la région de l'Afrique centrale ».

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) trouve regrettables et irresponsables les positions exprimées par le groupe de parlementaires camerounais concernés, dont la démarche donne la mesure de l'état d'effondrement du socle des valeurs sur lequel notre jeune nation a voulu se bâtir. Que dire en effet de « représentants du peuple » qui, non satisfaits de ne rien faire pour arrêter la dégradation continue du niveau de vie des populations et de tout faire pour tuer tout espoir pour la jeunesse, en jetant notamment cette dernière sur les chemins de l'exil, poussent leur cynisme à son comble en réclamant le rapatriement au Cameroun de certains de nos compatriotes, et par conséquent qu'il leur soit refusé la protection humanitaire.

Le MRC constate qu'une démarche concertée de cette nature n'a jamais été initiée par les députés camerounais dont il s'agit, pour exiger un débat parlementaire sur la guerre fratricide qui détruit les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et met en péril le destin de notre pays en tant que Nation unie. On n'a pas vu une telle « solidarité » autour de leur collègue, l'Honorable Joseph Wirba, lors de sa prise de parole courageuse sur la question Anglophone à la tribune de l'Assemblée nationale il y a quelques années. Pour les parlementaires camerounais concernés, la guerre civile dans les régions du

Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'existe pas ; sauf à comprendre que pour ces personnes, ces régions ne font plus partie du Cameroun. Les centaines de milliers de déplacés internes, victimes de cette guerre fratricide relèveraient de l'imagination d'esprits égarés. On comprend désormais pourquoi la question de cette guerre absurde dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a jamais fait l'objet de débat ni à l'Assemblée nationale, ni au Sénat. Les épisodes insoutenables de cette sale guerre, dont Ngarbuh, Menka-Pinyin, Muyuka, Kumba, Mautu et autres ne semblent rien changer à l'autisme et l'aveuglement ambiants : même les « représentants du Peuple » ne voient pas le Peuple en souffrance.

On comprend aussi mieux le silence complice des parlementaires du régime RDPC et alliés face aux arrestations et détentions arbitraires, à la soumission aux actes de torture et à d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants, dont sont victimes depuis de plusieurs années les militants du MRC, pour avoir manifesté de manière pacifique (les 26 janvier, 1er et 8 juin 2019 et le 22 septembre 2020) pour exiger la fin de la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce faisant, le groupe de parlementaires camerounais concernés offre une illustration additionnelle de son indifférence à l'égard des souffrances des Camerounais. Il confirme en tout cas leur complicité dans les violations graves des droits humains fondamentaux et leur soutien au processus d'ensauvagement de l'appareil de l'Etat, toutes institutions confondues, dont fait état le premier Rapport du MRC les droits de l'homme et la gouvernance, qui couvre l'année 2020.

Nos « représentants du Peuple » vivent manifestement dans un autre pays, quand ils poussent l'impudence au point d'affirmer que « Le Cameroun délivre facilement des documents de voyage et des passeports à ses citoyens. » ! Oui, quand ils ne sont pas privés de passeports, nombreux sont nos compatriotes, notamment de la diaspora, pour qui retourner au Cameroun est devenu dangereux depuis de nombreuses années, fichés qu'ils sont par les autorités camerounaises en raison de leurs opinions politiques, ou de leurs opinions politiques alléguées.

Le MRC s'est donné pour mission de restaurer l'Etat de droit et de faire adopter et respecter au Cameroun une véritable charte nationale des droits de l'homme et de la démocratie. Il promeut et défend les droits fondamentaux de tous les Camerounais, où qu'ils se trouvent. Le MRC salue toutes les initiatives qui vont dans ce sens, y compris de la part de pays et institutions qui prennent la mesure de la souffrance et de la détresse du peuple Camerounais et vole à son secours. Notre peuple saura reconnaître ses amis